



« J'aimerais contribuer à nourrir le débat macroéconomique via la question agraire en France »

Doctorant au laboratoire Economix et au Centre d'écologie et des sciences de la conservation (Cesco) du Muséum national d'histoire naturelle, Adam Poupard s'intéresse au système national de protection sociale alimentaire au Brésil et cherche à en tirer des enseignements utiles pour repenser le modèle agricole français.

Vous avez commencé votre thèse en janvier. Sur quoi portent vos recherches ?

De manière globale, je cherche à observer comment les alternances de cycle de prix des matières premières interagissent avec les politiques nationales et le désalignement des intérêts des groupes sociaux. Mais aussi comment ces phénomènes rétroagissent sur les formes d'agriculture et ses impacts environnementaux. Cette grande question de recherche, j'essaie de la circonscrire en plusieurs chapitres. Le premier porte sur les réglementations concernant la conservation de la biodiversité et le risque de transition inégal que ces politiques font peser sur les systèmes agricoles nationaux à travers le monde. Le deuxième chapitre s'intéresse à la façon dont la protection sociale alimentaire s'est développée au Brésil au fil des cycles économiques, depuis le processus de démocratisation de la fin des années 80 jusqu'à l'alternance Bolsonaro-Lula en 2022. Dans ce cadre, j'observe notamment comment cette protection sociale se matérialise sur le plan écologique. Et dans le troisième chapitre, je vais me recentrer sur l'Hexagone, en faisant de l'économie politique comparée entre le Brésil et la France.

Les deux pays ont-ils beaucoup de choses en commun ?

Ce sont deux grandes nations de production agricole.

Toutes deux ont historiquement développé un système de subventionnement d'une agriculture fortement capitalisée et compétitive sur les marchés internationaux afin que celle-ci occupe un rôle géostratégique. France et Brésil ont aussi vu naître des sociétés de consommation de masse, au sein desquelles les réclamations autour d'une alimentation saine, diversifiée et choisie ont émané de la société civile. S'y sont ainsi développés des marchés institutionnels susceptibles de soutenir une production plus vertueuse. On peut donc faire un lien entre, d'un côté, l'agriculture biologique en France et « familiale » au Brésil et, de l'autre, un grand marché complètement dédié à l'export. Il y a matière à faire de la scénarisation et de la modélisation macroéconomique.

L'expérience brésilienne de protection sociale alimentaire pourrait servir à bâtir des scénarii pour la France ?

Absolument. Dans une logique relevant, à ce stade en France, de la politique-fiction, on peut construire des hypothèses. Si on décide de socialiser tel ou tel pourcentage de la dépense alimentaire hexagonale, comment cela transforme-t-il l'agriculture ? Cela pourrait par exemple conduire à réorienter les pratiques d'assolement ou à modifier les besoins de travailleurs agricoles. En France, le nombre d'exploitations ne cesse de diminuer, il pourrait passer en dessous de 300.000 avant 2035. Avec de nouvelles politiques, on pourrait sans doute inverser cette tendance.

Cela impliquerait de changer assez fondamentalement les attentes vis-à-vis des prix des produits agricoles et donc leur coût direct dans les dépenses de l'État. Les bénéfices seraient nombreux, notamment via la diminution des coûts sociaux indirects de la malnutrition, des pollutions et des maladies professionnelles associées à l'agriculture conventionnelle.

Opposer le modèle agricole conventionné et celui à l'export est-il artificiel ?

Je crois en effet qu'il ne faut pas opposer les deux moralement mais tenter de comprendre leur complémentarité matérielle pendant les dernières décennies. Au Brésil, l'agriculture d'export et l'industrie agro-alimentaire contribuent très fortement à l'entrée de devises et aux capacités fiscales. De quoi permettre de structurer des politiques de financement de l'agriculture familiale. C'est dans un contexte de dynamique des prix des commodités agricoles favorable que s'est développé l'État social brésilien, dont l'architecture institutionnelle a montré une stabilité remarquable entre 2003 et 2015. Avec des outils de modélisation, je vais essayer d'étudier cet équilibre-là et observer comment, au Brésil, il a été bouleversé par l'effondrement du prix des matières premières et les crises financières. Je pourrai alors tenter de questionner le développement d'une agriculture plus vertueuse en France et en Europe à budget contraint.



« J'aimerais contribuer à nourrir le débat macroéconomique via la question agraire en France »

Doctorant au laboratoire Economix et au Centre d'écologie et des sciences de la conservation (Cesco) du Muséum national d'histoire naturelle, Adam Poupard s'intéresse au système national de protection sociale alimentaire au Brésil et cherche à en tirer des enseignements utiles pour repenser le modèle agricole français.

In fine, cherchez-vous à faire émerger un autre modèle agricole ?

J'aimerais contribuer à nourrir le débat macroéconomique via la question agraire en France. Alors même que la tendance est plutôt celle d'une « firmisation » de l'agriculture et de l'apparition d'un nouveau rapport salarial plus précarisé, la Sécurité Sociale de l'Alimentation représente une alternative institutionnelle et politique intéressante. Alors que cette alternative est de plus en plus étudiée à des échelles locales, mon objectif est d'interroger ses perspectives de généralisation. Mais aussi son articulation avec une agriculture à l'export puissante et très bien représentée politiquement.